



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



VEILLE BIMENSUELLE

NUMÉRIQUE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE LONDRES

N° 4 – 9 au 22 mars 2023

Sommaire

Fait marquant

- Le Chancelier de l'Echiquier a annoncé des mesures pour les entreprises et le secteur numérique dans le *Spring Budget 2023*

Economie numérique et régulation

- Le R-U et l'Ukraine ont formellement signé un *Digital Trade Agreement*
- Le gouvernement a accepté toutes les recommandations faites par Sir Patrick, le conseiller scientifique du gouvernement, sur la régulation des technologies numériques
- L'Ofcom a publié un document présentant son approche en matière d'évaluation des risques dans le cadre de la mise en œuvre de l'*Online Safety Bill*
- WhatsApp ne diminuera pas ses exigences en matière de cryptage, même si l'*Online Safety Bill* l'exigeait

Télécommunications et réseaux

- Orange a signé un accord avec OneWeb visant à améliorer la connectivité de l'opérateur français
- L'Ofcom a annoncé que le spectre des ondes millimétriques allait être mis à la disposition de la 5G et des nouvelles technologies mobiles

Données et intelligence artificielle

- Le gouvernement a retiré la première version du *Data Protection and Digital Information Bill* et introduit une nouvelle version au Parlement

Cyber-sécurité

- TikTok est désormais interdit sur les téléphones professionnels des employés du gouvernement face à des craintes quant à la sécurité des données

Spatial

- Le R-U et le Japon ont signé un accord de coopération dans le spatial de défense

Nouvelles technologies

- Le gouvernement a dévoilé sa *National Quantum Strategy* avec l'objectif de faire du R-U « une économie quantique de premier plan »

Ecosystème tech

- La filiale britannique de la *Silicon Valley Bank* a été rachetée par *HSBC* pour 1 £
- Le gouvernement lance une étude afin d'améliorer la transformation de la recherche universitaire en opportunités commerciales
- *Rolls-Royce* a fermé sa *start-up* d'intelligence artificielle après l'échec des négociations avec des investisseurs potentiels

Fait marquant : Le Chancelier de l'Echiquier a annoncé des mesures pour les entreprises et le secteur numérique dans le *Spring Budget 2023*

Le 15 mars, le Chancelier de l'Echiquier Jeremy Hunt a présenté le [Spring Budget 2023](#) à la *House of Commons*. Ce nouveau budget comporte des mesures pour les entreprises et le [secteur numérique](#) :

- un soutien accru pour les PME intensives en R&D : Jeremy Hunt est revenu partiellement sur les [annonces de baisse](#) du *SME R&D* (crédit d'impôt à destination des PME) faites lors de l'*Autumn Statement*. Il a ainsi annoncé que les PME consacrant plus de 40 % de leurs dépenses à la R&D pourront bénéficier d'un crédit d'impôt de 27 % à partir d'avril 2023 au titre du *SME R&D*, contre 10 % actuellement (le taux de droit commun sera abaissé de 14,5 % à 10 % à partir d'avril 2023). Jeremy Hunt a également reculé d'un an - au 1^{er} avril 2024 - la restriction annoncée lors de l'*Autumn Statement*, selon laquelle l'activité de R&D devra être réalisée au R-U pour être éligible ;
- 2,5 Md£ sur 10 ans pour soutenir le développement de la technologie quantique ;
- 900 M£ pour la recherche en intelligence artificielle et le développement d'un super-calculateur ;
- la prolongation du [British Patient Capital](#) jusqu'en 2033.

Depuis quelques semaines, le gouvernement communique fortement sur son soutien à l'investissement et à l'innovation. Lors de son discours le Chancelier de l'Echiquier a rappelé l'ambition du gouvernement de faire du « R-U le meilleur endroit en Europe pour que les entreprises s'installent, investissent et de développent ». La réaction des acteurs est toutefois mitigée ; si pour Julian David, le directeur général de [TechUK](#), « le Chancelier a aujourd'hui

remis le R-U sur la voie de la concurrence mondiale», il estime toutefois qu'il y a «des omissions et des frustrations notables» notamment concernant la décision de ne revenir que partiellement sur les réductions annoncées du SME R&D et l'[absence de mesures nouvelles](#) concernant le soutien au financement des *scale-ups*.

🌐 Economie numérique et régulation

1 Le R-U et l'Ukraine ont formellement signé un *Digital Trade Agreement*

Le 20 mars, les gouvernements britannique et ukrainien ont formalisé la [signature](#) d'un *Digital Trade Agreement* après la signature d'un premier [accord de principe](#) en novembre dernier. Avec cet accord, le gouvernement britannique entend soutenir la reconstruction de l'Ukraine et souhaite mobiliser les entreprises à investir en ce sens. Le R-U s'est engagé à prolonger la suppression des droits de douane sur tous les produits ukrainiens jusqu'en mars 2024. Le texte final de l'accord n'a pas encore été publié mais, conformément à l'accord de principe, il devrait porter sur la libre-circulation des produits numériques et des données, la protection des consommateurs et des entreprises, la numérisation des systèmes douaniers, les services financiers et le renforcement de la coopération en matière de cybersécurité et de technologies émergentes.

2 Le gouvernement a accepté toutes les recommandations faites par Sir Patrick, le conseiller scientifique du gouvernement, sur la régulation des technologies numériques

Lors de son [discours](#) de présentation du *Spring Budget 2023*, le Chancelier de l'Echiquier Jeremy Hunt a annoncé que le gouvernement [acceptait](#) toutes les recommandations faites par Sir Patrick, le conseiller scientifique du gouvernement, dans son [rapport](#) sur la réglementation des technologies numériques, telles que :

- le développement d'un « bac à sable réglementaire » commun aux différents régulateurs pour l'intelligence artificielle ;
- la nécessité pour le gouvernement de se positionner sur la relation entre le droit de la propriété intellectuelle et l'IA générative afin de donner confiance au marché ; en réponse, le gouvernement a déclaré que l'*Intellectual Property Office* (IPO) allait élaborer un code de conduite d'ici l'été ;
- la collaboration du gouvernement avec la *Civil Aviation Authority* (CAA) afin de développer des normes d'exploitation pour les drones. Le gouvernement a répondu qu'il encouragerait le développement par la CAA de *Specific Operations Risk Assessment* (SORA) au cours de l'année 2024

3 L'Ofcom a publié un document présentant son approche en matière d'évaluation des risques dans le cadre de la mise en œuvre de l'*Online Safety Bill*

Alors que l'*Online Safety Bill* devrait passer très prochainement à la phase d'examen en commission à la *House of Lords*, l'*Office of Communications* (régulateur des communications – Ofcom) a publié un document présentant son [approche](#) en matière d'évaluation des risques. Dans sa version actuelle, le projet de loi prévoit que toutes les entreprises réglementées et les services susceptibles d'être consultés par des enfants devront procéder à une évaluation des risques liés aux contenus illégaux susceptibles d'apparaître sur leurs services (fraude en ligne ou terrorisme) et aux contenus préjudiciables pour les enfants (pornographie ou troubles de l'alimentation). S'il appartiendra aux services en ligne de procéder à leurs propres évaluations, l'Ofcom entend leur fournir des orientations sur les contenus à traiter en priorité et les types de preuves à prendre en compte. L'Ofcom a également déclaré sa volonté de collaborer avec les institutions européennes et internationales afin d'améliorer la cohérence entre les différents régimes d'évaluation des risques.

4 *WhatsApp* ne diminuera pas ses exigences en matière de cryptage, même si l'*Online Safety Bill* l'exigeait

Lors de sa visite au R-U pour rencontrer les législateurs en charge de l'*Online Safety Bill*, Will Cathcart, le dirigeant de *WhatsApp*, a déclaré que l'application de messagerie ne modifierait pas ses exigences en matière de cryptage de bout en bout même si l'*Online Safety Bill* l'exigeait. L'*Online Safety Bill* pourrait contraindre des plateformes comme *WhatsApp* à supprimer le cryptage de bout en bout en les contraignant à appliquer des politiques de modération des contenus. Selon [UKTN](#), cette annonce soulève des questions quant à l'avenir de *WhatsApp* au Royaume-Uni. Le dirigeant de *Signal*, une autre application de messagerie, a [déclaré](#) qu'il quitterait le Royaume-Uni si le projet de loi modifiait les règles relatives au cryptage des messages.

📡 Télécommunications et réseaux

1 *Orange* a signé un accord avec *OneWeb* visant à améliorer la connectivité de l'opérateur français

Orange, l'opérateur de télécommunication français, et, *One Web*, la société britannique de communications par satellite en orbite basse (LEO), ont [annoncé](#) la signature d'un accord. Cet

accord visera à améliorer la connectivité de l'opérateur français à travers le monde et à lui permettre d'intégrer à ses services la technologie proposée par *OneWeb*, avec l'objectif d'améliorer la connectivité dans les zones difficiles d'accès et qui ne peuvent pas être desservies jusqu'à présent.

2 L'Ofcom a annoncé que le spectre des ondes millimétriques allait être mis à la disposition de la 5G et des nouvelles technologies mobiles

L'*Office of Communications* (régulateur des télécommunications – Ofcom) a [annoncé](#) qu'il allait mettre le spectre des ondes millimétriques (bandes de 26 GHz et 40 GHz) à la disposition des nouvelles technologies mobiles, dont la 5G. Le régulateur estime que cela pourrait permettre d'augmenter la capacité et la vitesse de circulation des données sans fil. Outre les services mobiles, le spectre des ondes millimétriques pourrait à l'avenir prendre en charge des applications sans fil innovantes nécessitant de grandes quantités de données et/ou des vitesses de circulation des données très élevées (la réalité virtuelle, l'automatisation des usines, les voitures sans conducteur, etc).

Données et intelligence artificielle

1 Le gouvernement a retiré la première version du *Data Protection and Digital Information Bill* et introduit une nouvelle version au Parlement

Le 8 mars, le gouvernement a introduit la [nouvelle version du *Data Protection and Digital Information Bill*](#) au Parlement (2^e lecture à la *House of Commons*) et retiré la version du texte introduite en juillet dernier par le gouvernement Johnson. Dans une [déclaration écrite](#) à la *House of Commons*, Michelle Donelan, la ministre en charge du texte, a explicitement mentionné que le gouvernement continuerait « à dialoguer avec l'UE et ses institutions, en vue de garantir le maintien des décisions d'adéquation » - idée également reprise dans le [communiqué](#) du gouvernement - et a rappelé que « le R-U est fermement engagé à maintenir des normes élevées en matière de protection des données ». Cette rhétorique marque une évolution sensible par rapport à la communication qui avait accompagné le dépôt de la première version du texte, qui ne mentionnait pas explicitement le maintien de la décision d'adéquation comme un objectif du gouvernement. L'esprit du texte demeure toutefois assez similaire au précédent, bien qu'il introduise de [nouveaux éléments](#), tels que la possibilité d'utiliser les données personnelles à des fins de recherche commerciale, des propositions qui diminueraient les exigences des entreprises en matière de tenue de registres de traitement des données. Si les propositions ont été accueillies favorablement par les représentants des

entreprises, dont la [CBI](#) et [TechUK](#), l'ONG *Open Rights Group* a [déclaré](#) que le projet de loi « pourrait encourager des pratiques commerciales irresponsables et alimenter un nivellement par le bas des normes réglementaires, ce qui nuirait à la réputation mondiale de la Grande-Bretagne ».

Cyber-sécurité

1 [TikTok est désormais interdit sur les téléphones professionnels des employés du gouvernement face à des craintes quant à la sécurité des données](#)

Le Royaume-Uni a suivi le pas, entre autres, des Etats-Unis et des institutions européennes, en [interdisant](#) TikTok sur les appareils gouvernementaux. Oliver Dowden, *Chancellor of the Duchy of Lancaster*, a [déclaré](#) jeudi à la Chambre des communes, qu'« étant donné les risques particuliers liés aux appareils gouvernementaux, qui peuvent contenir des informations sensibles, il est à la fois prudent et proportionné de restreindre l'utilisation de certaines applications (...) », ajoutant qu'il s'agissait d'une « mesure de précaution ». M. Dowden a également déclaré aux députés que les ministères passeraient à un système dans lequel les appareils officiels ne pourraient accéder qu'à des applications tierces figurant sur une liste préapprouvée. L'Ambassade de Chine au R-U a déclaré dans un [communiqué](#) : « Nous demandons instamment à la partie britannique de respecter les faits, de se conformer aux règles de l'économie de marché et au principe de la concurrence loyale, de s'abstenir d'exagérer et d'abuser du concept de sécurité nationale, et de fournir un environnement commercial équitable, transparent et non discriminatoire aux entreprises d'autres pays ». Les craintes des différentes autorités concernent la législation chinoise selon laquelle les entreprises chinoises peuvent être contraintes de divulguer des données à l'État, bien que TikTok ait toujours affirmé ne pas stocker ses données en Chine et ne pas transférer de données au gouvernement chinois. Selon le [Financial Times](#), l'entreprise est « déçue » par la décision du Royaume-Uni : « Nous pensons que ces interdictions reposent sur des idées fausses et sont motivées par des considérations géopolitiques plus larges, dans lesquelles TikTok et ses millions d'utilisateurs au Royaume-Uni n'ont aucun rôle à jouer ». Afin de répondre aux craintes des administrations européennes, TikTok a récemment dévoilé son projet de protection des données des utilisateurs en Europe, baptisé « Project Clover », qui prévoit l'ouverture de deux centres de données à Dublin et d'un troisième en Norvège, afin de stocker les vidéos, messages et informations personnelles générés par les 150 millions d'utilisateurs européens de la plateforme.

Spatial

1 Le R-U et le Japon ont signé un accord visant en renforcer leur coopération dans spatial de défense

Le 17 mars, les chefs d'Etat-major des armées de l'air britannique et japonaise ont signé un [accord](#) qui fixe un cadre pour les futurs pourparlers visant à approfondir la coopération spatiale entre les deux pays. Selon le gouvernement britannique, la coopération devrait porter sur le partage d'informations, la formation et les échanges de personnel. Le R-U et le Japon - ainsi que l'Italie - [collaborent](#) déjà à la construction d'un nouvel avion de chasse (le *Global Combat Air Programme*). Le premier ministre britannique, Rishi Sunak, et son homologue japonais, Fumio Kishida, avaient également signé un [accord de défense](#) en janvier dernier.

Nouvelles technologies

1 Le gouvernement a dévoilé sa *National Quantum Strategy* avec l'objectif de faire du R-U « une économie quantique de premier plan »

Le 15 mars, le gouvernement a publié sa [National Quantum Strategy](#) un plan de développement de la technologie quantique sur 10 ans doté d'un financement de 2,5 Md£, dont l'objectif est de faire du R-U « une économie quantique de premier plan » et reposant sur quatre piliers :

- devenir un lieu de science et d'ingénierie quantique de pointe ;
- devenir un lieu clé pour les entreprises quantiques et pour la chaîne d'approvisionnement mondiale, ainsi qu'un lieu attractif pour les talents et investisseurs ;
- encourager l'utilisation des technologies quantiques au R-U ;
- créer un cadre réglementaire national et international qui soutienne l'innovation et l'utilisation éthique des technologies quantiques.

Le quantique a été identifié par le gouvernement comme l'une des technologies [prioritaires](#) pour faire du R-U une superpuissance technologique et scientifique à horizon 2030. Cette stratégie intervient après la publication, en 2014, du *National Quantum Technologies Programme*, qui avait déjà permis au gouvernement britannique de soutenir la recherche et sa transformation dans ce domaine.

Ecosystème tech

1 La filiale britannique de la *Silicon Valley Bank* a été rachetée par *HSBC* pour 1 £

Après la faillite de la banque américaine *Silicon Valley Bank* (SVB), *HSBC* a racheté sa branche anglaise (SVB-UK) pour 1 £. La crise de liquidité de la branche principale s'est étendue à la branche régionale, malgré la séparation des activités des deux entités, du fait d'un autre *bank run* ayant touché la banque britannique. Le rachat pour une livre symbolique a été [décidé](#) à la suite de discussions entre *HSBC*, la Banque d'Angleterre (BoE) et le Trésor britannique. La Banque et le Trésor britannique ont confirmé que tous les dépôts (6,7 Md£) ont été protégés grâce à cette transaction, sans recours à des deniers publics ; en outre, la continuité des activités bancaires et des contrats a été préservée, sans perturbation ni changement pour les clients. Les 650 employés de la SVB-UK conservent leurs emplois, et la SVB-UK garde son agrément auprès des autorités britanniques. *TechUK* a indiqué dans un [communiqué](#) que la cession de était « *un soulagement* » pour les entreprises directement liées à SVB-UK et pour « *l'écosystème technologique au sens large* ».

2 Le gouvernement lance une étude afin d'améliorer la transformation de la recherche universitaire en opportunités commerciales

Le gouvernement a [annoncé](#) le lancement d'une enquête visant à identifier les meilleures pratiques pour améliorer la transformation de la recherche fondamentale en opportunités commerciales et ainsi, stimuler l'innovation britannique. Selon le gouvernement, cette enquête s'inscrit dans l'ambition de faire du R-U « *la prochaine Silicon Valley* ». Les deux experts nommés par le gouvernement seront chargés de consulter les universités, les investisseurs et les fondateurs d'entreprises afin d'identifier les meilleures pratiques en matière de *spin-out*, c'est-à-dire les entreprises issues de la recherche universitaire. Le gouvernement a déclaré que « *Le financement d'entreprises scientifiques et technologiques innovantes (...) est un principe clé du UK Science and Technology Framework (...)* ». La remise de l'étude au gouvernement est attendue au cours de l'été.

3 *Rolls-Royce* a fermé sa *start-up* d'intelligence artificielle après l'échec des négociations avec des investisseurs potentiels

Rolls-Royce a annoncé la fermeture de sa *start-up* d'intelligence artificielle, *R2 Factory*, après l'échec des négociations avec deux acheteurs potentiels. *R2 Factory* est une émanation de *R2*

Data Labs, le centre d'innovation de *Rolls-Royce* qui aide l'entreprise à mettre en œuvre des analyses de données avancées et à développer l'utilisation de l'intelligence artificielle dans les chaînes d'approvisionnement. Cette annonce intervient à la suite de l'arrivée de Tufan Erginbilgic à la tête de *Rolls-Royce* en janvier dernier, qui entend réduire les coûts au sein du groupe. Selon le [Financial Times](#), la fermeture de *R2 Factory* aurait ainsi été décidée en raison de « l'environnement économique difficile et de la nature embryonnaire de l'entreprise ».

Principales levées de fonds de start-ups britanniques entre le 9 et 22 mars 2023 :

- [Legislate](#), *LegalTech* (entreprise proposant un logiciel d'analyse des contrats des entreprises et d'automatisation de contrôles de *due-diligence*), [Seed Round, 3 M£](#)
- [Gener8](#), *Data* (plate-forme de protection de la vie privée permettant aux internautes d'empêcher les sites web de les suivre), [Seed Round, 5,1 M£](#)
- [WNWN](#), *FoodTech* (start-up développant un chocolat sans cacao), [Série A, 4,56 M£](#)
- [APEXX](#), *FinTech* (start-up proposant des solutions de paiement alternatives aux commerçants), [Série B, 20,8 M£](#)
- [HelloSelf](#), *MedTech* (plate-forme qui permet aux individus d'accéder à des consultations de psychologie en ligne), [Série B, 17 M£](#)
- [Seldon](#), *AI* (start-up développant une plateforme pour aider les entreprises à utiliser le *machine learning*), [Série B, 17 M£](#)
- [Envisics](#), *AI* (start-up développant des hologrammes pour l'industrie automobile), [Série C, 50 M£](#)
- [Intrinsic Semiconductor Technologies](#), *Semiconducteurs* (spin-out de UCL qui souhaite créer une technologie *RRAM* plus rapide), [Venture Round, 7 M£](#)
- [Cado Security](#), *Cloud* (entreprise développant un logiciel de réponse aux cyberattaques basé sur le cloud), [Venture Round, 16,8 M£](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international